



# un nouveau cap

## **Un nouveau cap ...**

Vers un développement compétitif et durable,

Vers des solidarités actives,

Vers des territoires de confiance et de croissance,

Pour vivre ensemble,

Dans l'Europe et vers le monde

**Le projet global de l'UDI [novembre 2012/mai2013]**

**Présentation sommaire – novembre 2012**



# Avant-propos

Avant d'organiser son événement fondateur au printemps prochain, l'Union des Démocrates et Indépendants a choisi d'engager la rédaction de son projet global. Cette étape est motivée par trois principes :

- La complexité du nouveau monde et les difficultés dans lesquelles nous sommes plongés, nous imposent de revoir en profondeur notre modèle et de construire les bases d'un projet à la fois durable et performant.

- La crise de confiance de l'opinion vis à vis des hommes et des organisations politiques est le plus souvent due à la faiblesse des convictions et des idées. Il n'y a pas d'organisation politique crédible qui ne soit bâtie sur un socle de pensée et sur un projet.

- La France est riche de talents que nous devons mobiliser pour construire un avenir, en nous inspirant de leurs idées, de leurs expériences et de leurs propositions. C'est cette démarche ouverte et partagée qui fondera l'ambition de notre projet.

Au cours des six mois à venir, l'UDI va animer une série de rencontres, d'auditions et de réunions afin d'enrichir une vingtaine d'orientations dans un souci de créativité, de cohérence et de convergence. En juin prochain, nous présenterons notre projet global pour fédérer le plus grand nombre autour d'une ambition pour nos territoires, pour la France et pour l'Europe.

**Jean-Louis BORLOO**, Président de l'UDI

**Jean-Christophe FROMANTIN**, Vice-président de l'UDI en charge du projet

# Méthode/ échéances

Le processus mis en place pour le Projet s'opérera en plusieurs étapes :

## **Novembre à Janvier**

- Rédaction des grandes orientations sur la base de cinq grandes thématiques : Compétitivité, Solidarité, Territoires, Vivre ensemble et Europe
- Rencontres avec les principaux *Think Tanks* français (Institut Montaigne, IFRAP, Fondapol, Fondation Concorde, etc.)

## **Janvier**

- Ouverture de la plate-forme d'enrichissement en ligne « UnNouveauCap.com » et appel à contribution via les médias sociaux
- Organisation du 1<sup>er</sup> « Forum Projet » à Paris (26 janvier)

## **Février à Mars**

- Organisation des Forums territoriaux à Cholet, Lyon, Mazamet et Metz ; mobilisation des Fédérations pour contribuer au projet

## **Avril**

- Présentation d'une synthèse des contributions
- Débat interne intermédiaire au sein du Parti avec les Fédérations départementales et numériques, les délégués nationaux et les rapporteurs spéciaux, les modérateurs de la plate-forme numérique et les instances de l'UDI

## **Mai**

- Rédaction du Projet
- Présentation et débat dans les instances de l'UDI

## **Juin**

- Présentation et adoption du Projet de l'UDI.

Un Nouveau Cap ...

## 1. VERS UN DEVELOPPEMENT COMPETITIF ET DURABLE

### **La France en décrochage dans la mondialisation**

La France connaît depuis plusieurs décennies un affaiblissement préoccupant de son économie. Celui-ci se manifeste particulièrement par un déficit croissant de notre balance commerciale et une érosion constante de la part de marché de la France dans le commerce mondial. Cet affaiblissement est symptomatique d'un système éducatif et de formation en décalage grandissant avec les besoins réels provoquant un chômage de masse structurel, spécialement parmi les plus jeunes, et un tissu économique de moins en moins capable d'exploiter ses avantages comparatifs.

### **« La compétitivité, est la première exigence économique et sociale »**

Il n'existe pas d'autre possibilité, pour financer notre modèle de société, que de permettre à nos entreprises de croître et prospérer. La première des solidarités, c'est l'emploi, qui donne à la personne la dignité et l'autonomie. C'est pourquoi la compétitivité est le problème premier que la France doit résoudre.

## ORIENTATIONS DE TRAVAIL

### **1. Un projet éducatif et de formation en phase avec les défis d'un monde nouveau**

La première des richesses d'une économie, spécialement dans un monde moderne reposant sur la connaissance, est le capital humain. Celui-ci est la somme de l'éducation reçue, des formations suivies et des expériences vécues. Le besoin de travail hautement qualifié n'a jamais été aussi fort. Néanmoins la rapidité d'apparition des nouveaux métiers et des besoins, en lien avec celle des innovations technologiques, provoque un décalage grandissant entre les compétences disponibles et celles qui sont nécessaires. Le chômage structurel qui ne cesse de s'alourdir est le symptôme le plus frappant de ce décalage grandissant entre compétences demandées et compétences disponibles. Comment mieux adapter notre système éducatif, notre formation et plus généralement nos compétences aux besoins futurs du monde ?

### **2. Tirer partie des avantages comparatifs de la France et de ses territoires**

Dans un monde qui connaît de nombreux et profonds changements, notre pays est en train de perdre pied. Le développement rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication favorise la globalisation des marchés dont le centre de gravité se déplace vers l'Asie. A l'aube de l'ère numérique, notre pays a du mal à trouver sa place : ses avantages compétitifs d'hier ont disparu ou sont en décalage avec les nouvelles exigences économiques. Comment peut-on réactiver et mettre en valeur des avantages comparatifs pour nos entreprises à partir de notre patrimoine ? Comment peut-on mettre à profit les richesses de nos territoires, en particulier agricoles et environnementales, pour nourrir notre tissu économique ?

### **3. Redonner une perspective de compétitivité à notre économie et à nos entreprises**

Un projet politique pragmatique doit faire de l'exigence de compétitivité son socle et des moyens d'y parvenir sa priorité. Il est indispensable de favoriser les acteurs qui sont à l'origine de la création de valeur afin que cette dernière irrigue tout le territoire, apportant les emplois qui créent le pouvoir d'achat et les recettes fiscales qui donnent à la sphère publique, les moyens d'agir. Comment donner aux entreprises les moyens de se développer ? Quelles structures publiques pour accompagner la vie de l'entreprise ?

Un Nouveau Cap ...

## 2. VERS DES SOLIDARITES ACTIVES

La France dispose d'un des modèles de solidarité les plus généreux du monde. Depuis plusieurs dizaines d'années, sous l'effet en particulier de l'évolution démographique, ce système connaît pourtant une constante aggravation de ses déséquilibres qui remet en cause cette efficacité, voire son existence (cas des retraites).

La crise économique actuelle accroît les besoins sociaux tout en amenuisant les recettes publiques, accélérant la dégradation des comptes et mettant en évidence le besoin de repenser notre modèle de solidarité. Ce besoin est d'autant plus prégnant que notre système de solidarité dégradé a un effet négatif sur notre compétitivité et sur l'emploi, créant un cercle vicieux où s'enchaînent affaiblissement de notre tissu économique, baisse des ressources de la solidarité et aggravation des situations de précarité et d'exclusion. Il faut sortir de ce cercle vicieux.

***« Il est urgent de restaurer un système pérenne de solidarité et de réhabiliter le principe de responsabilité »***

### ORIENTATIONS DE TRAVAIL

#### 4. Une solidarité responsable

Un système de solidarité pérenne doit aller de pair avec la notion de responsabilité. L'extension continue du territoire couvert par les systèmes publics de solidarités a été favorisée par la tendance de la sphère politique à répondre favorablement aux demandes de tous les groupes sociaux. Alors que la capacité de la sphère publique à assurer le fonctionnement efficace de tous les dispositifs qu'il a créés est remise en question par le manque de moyens, la question des limites de la solidarité publique se pose de façon aiguë. Quelle place donner à la notion de responsabilité ? Quels devoirs mettre en regard des droits reconnus ? Quelles limites donner à la solidarité ?

#### 5. Des politiques sociales et de santé mieux territorialisées

La politique de solidarité est largement gérée aujourd'hui de façon centralisée et uniforme. Elle perd ainsi trop souvent en pertinence, faute d'être adaptée au contexte local et aux besoins propres des populations. Comment substituer au maquis des dispositifs d'aide à la fois trop complexes et trop uniformisés, des accompagnements individuels des personnes aidées ? Comment territorialiser les politiques sociales et de santé ?

#### 6. Une nouvelle politique pour l'emploi afin d'enrayer et faire régresser le chômage

L'emploi est la première et la plus efficace des solidarités. La politique de l'emploi fait ainsi partie à part entière de la question de la solidarité. Comment améliorer l'accès à l'emploi, notamment pour les plus jeunes ? Comment accompagner les chômeurs dans leur retour à l'emploi ? Ces questions sont indissociables de celle de la compétitivité des entreprises, qui seule peut leur permettre de créer les emplois de façon massive et économiquement viable. Quels doivent être les contours d'une politique efficace pour l'emploi ?

#### 7. De nouvelles solidarités pour répondre aux défis démographiques

Les solidarités « naturelles » (familiales, culturelles, territoriales,...) ont progressivement été remplacées par des solidarités organisées par la collectivité publique. Quelles alternatives peut-on trouver aux solidarités publiques ? Quelles solidarités innovantes peut-on concevoir, en réponse notamment à des évolutions démographiques qui changent de façon profonde la structure de notre

population ? Quelle place donner aux initiatives individuelles ou collectives privées et comment les articuler avec les dispositifs publics ?

### **8. De nouvelles logiques de financements pour pérenniser la protection sociale**

En associant une aide à la plupart des grands « risques » de l'existence (vieillesse, maladie, famille, chômage) et en opérant une redistribution verticale permettant de donner aux plus modestes un accès à un certain nombre de capacités de base (éducation, soins médicaux), notre pays offre à tous un filet de protection plutôt globalement efficace. Le financement d'un grand nombre de ces dispositifs pose aujourd'hui problème et impose que soit remis à plat l'ensemble des logiques de fonctionnement qui devraient concourir à l'équilibre. Quel doit être l'assiette des recettes ? Comment doivent être déterminées et régulées les dépenses ?

Un Nouveau Cap ...

### **3. VERS DES TERRITOIRES DE CONFIANCE /DE CROISSANCE**

La France, carrefour de cultures, cofondatrice de l'Europe, est forte de sa diversité humaine, d'entreprises, de terroirs ; ses territoires urbains, ruraux, métropolitains et ultramarins, unis par la République, riches en ressources, compétences, créativité, projets ont le potentiel pour mieux relever les défis d'une croissance durable et responsable. Pour rendre ces territoires plus attractifs, réactifs, compétitifs, solidaires, mieux reliés entre eux, plus ouverts au monde, pour améliorer l'efficacité des politiques territorialisées (social, emploi, santé), pour recréer la confiance entre acteurs publics et privés, il faut : une nouvelle organisation territoriale, avec des collectivités de taille optimisée, permettant de développer les projets et de mieux coordonner les politiques publiques ; un Etat recentré sur ses missions essentielles, pour un meilleur rapport coût/efficacité ; des métropoles moteurs et des territoires connectés ; une intégration des défis énergétiques et environnementaux.

***« Il faut inventer de nouvelles échelles de territoires adaptées au nouveau monde »***

## **ORIENTATIONS DE TRAVAIL**

### **9. Une organisation territoriale optimisée**

Les évolutions du monde appellent des échelles qui permettront de développer de nouvelles perspectives de croissance et de mieux coordonner les politiques publiques. A cette fin, un grand projet de reterritorialisation doit être lancée pour faire de nos territoires des « territoires d'initiatives » (compétitivité, fiscalité, social, recherche et innovation). Cette évolution doit également permettre d'optimiser la dépense publique (par un meilleur ajustement aux besoins), de simplifier le millefeuille administratif et politique (zonages, doublons, économies d'échelles), de démocratiser la gouvernance (élection des instances communautaires), de clarifier les liens entre collectivités (intercommunalités, compétences, solidarités, fiscalité, relations transfrontalières...) d'améliorer les partenariats avec l'Etat, de favoriser une meilleure intégration européenne et de renforcer l'attractivité des territoires.

### **10. Recentrer l'Etat sur ses missions essentielles**

L'Etat ne retrouvera une efficacité que s'il se concentre sur ses missions premières (affaires étrangères et européennes, défense, police, justice, grands équipements, instruction publique, santé) et dans son rôle arbitral (budget, finances, social, aménagement du territoire). Cela doit permettre de concilier opérabilité et réduction des dépenses publiques (55,8 % du PIB en France contre 45,3 % en Allemagne). Cette réforme doit s'accompagner d'une évolution de la fonction publique d'Etat (statut, formation, qualification, rémunération, ouverture, adaptation, mobilité) et hospitalière et d'une réorganisation administrative (cartographie, audit des services publics, i-administration) pour une plus grande efficacité d'action et un meilleur accès pour tous aux services publics.

### **11. Les métropoles, moteurs de territoires connectés,**

Les métropoles auront un rôle moteur dans les années à venir. Elles doivent évoluer pour offrir une meilleure qualité d'existence et des liens dynamiques avec leurs bassins de vie. Il faudra adapter les formes et les fonctions urbaines à la satisfaction des besoins de tous (logement, travail, éducation, culture, loisirs, sécurité...) et aux finalités et exigences d'un développement durable ; cela passe par un nouvel urbanisme afin de mieux maîtriser le foncier, diminuer l'empreinte écologique, construire la ville sur la ville, dans le respect du patrimoine historique et culturel ; de favoriser les mobilités -

transports, échanges, mixité sociale et économique, accession à la propriété, activités (clusters, (ré)industrialisation, tourisme...); de maîtriser les risques (naturels, technologiques, financiers...), et réussir la transition énergétique.

## **12. L'intégration des défis énergétiques et environnementaux**

La pérennité de l'écosystème planétaire, passe par des choix concertés entre tous les acteurs, à tous les niveaux (local, régional, national, européen, mondial), en tenant compte des spécificités territoriales (situation, climat, démographie, ressources, activités, cultures). Il faut : promouvoir un modèle de société (consommation, comportements, usages, efficacité énergétique) économe en énergie et peu émetteur de gaz à effet de serre ; favoriser le développement massif des énergies renouvelables (recherche, investissements, bonus-malus), sans pour autant abandonner l'énergie nucléaire ; garantir la sécurité de la chaîne d'approvisionnements (production, transport, stockage, distribution) et organiser une communauté européenne de l'énergie. En matière faunistique et floristique, il faut développer les espaces protégés sur terre et en mer et restaurer les continuités écologiques, par la mise en œuvre de la trame verte et bleue. La qualité de l'air, de l'eau et des sols doit constituer une priorité.

Un Nouveau Cap ...

#### **4. POUR VIVRE ENSEMBLE**

L'enjeu du vivre-ensemble est d'établir une société de confiance en réconciliant les Français avec eux-mêmes. Le soutien des familles, la mobilisation des talents et l'engagement de tous permettront une profonde mutation de notre société. En rupture avec la discrimination des cultures, des religions, des choix de vie, des origines, des générations, des territoires, il s'agit d'en finir avec le rejet de l'autre. Il est nécessaire de réhabiliter l'entreprise, l'emploi, le travail et le bénévolat, l'aménagement du territoire, l'ascenseur social, comme sources premières d'intégration. Il faut instaurer la sécurité et la sûreté pour chacun. Il est indispensable d'établir l'égal accès au droit et donner à la justice les moyens d'apaiser les conflits au sein de la société. Une véritable démocratie de projet doit naître, fondée sur la mobilisation de chaque citoyen, de la société civile, et de pouvoirs publics davantage décentralisés. La chose publique est de notre responsabilité à tous.

**« Notre conviction est que vivre-ensemble passe par agir-ensemble »**

#### **ORIENTATIONS DE TRAVAIL**

##### **13. La cohésion sociale par la mise en œuvre d'une fraternité active**

Le taux de discrimination à l'embauche est de 71% pour l'apparence, de 63% pour le sexe, de 55% pour le handicap, de 36% pour l'origine, et de 32% pour l'âge. Plus largement, le rejet de l'autre, au travers de sa culture, de sa religion, de ses choix de vie, de ses origines, va en s'aggravant dans notre société.

L'origine même du mot *société* nous indique le chemin à suivre : *socius* signifie l'allié, le compagnon, l'associé. Les familles, cellules de base de la société, lieu premier de l'éducation des enfants et de la solidarité, méritent d'être soutenues et accompagnées.

L'enjeu est également de réconcilier les Français avec eux-mêmes dans une alliance de tous les talents, sans discrimination d'aucune sorte, dans des objectifs communs, au premier rang desquels l'insertion de tous par l'accès à la connaissance, l'emploi et l'entreprise, l'encouragement au bénévolat et le développement de solidarités actives, par la mobilisation de l'ensemble des forces vives du pays.

##### **14. Une politique active et équitable pour le logement**

Il est temps de ré-ouvrir le débat sur l'accès à la propriété privée, notamment sur la vente des HLM à leurs occupants. Il est également temps de ré-ouvrir le débat sur les contreparties sociales exigées du secteur locatif privé en échange des avantages fiscaux afférents. Il est nécessaire par ailleurs de clarifier le rôle du parc locatif social et de lever les freins à la production de logements sociaux.

Il faut aller plus loin dans la lutte contre l'habitat indigne et la prise en compte des enjeux environnementaux. Il est vital d'apporter des réponses au problème croissant de la précarité énergétique. Entre dérégulation, décentralisation partielle, programmes étatiques pluriannuels et montée de l'intercommunalité, il y a un besoin fondamental de considérer le problème du logement dans une perspective ambitieuse et moderne d'aménagement de l'ensemble du territoire français.

##### **15. Généraliser la concertation**

Une « démocratie de projet » avance lorsque la communauté des citoyens fonctionne sur la base d'un dialogue entre toutes les forces vives de la société. L'enjeu est d'avancer ensemble par la concertation, plutôt que d'essayer de résoudre les problèmes par l'affrontement de blocs ou de groupes d'intérêt.

Dans la droite ligne du Grenelle de l'Environnement, pionnier en la matière, il est nécessaire d'institutionnaliser et de faciliter le dialogue entre élus et société civile. C'est une condition essentielle au retour de la confiance

### **16. La justice et la sécurité pour tous**

La médiation semble préférable aux conflits judiciaires. La restauration de juges de paix pourrait en être une modalité et contribuer à désengorger les tribunaux. L'égalité réelle d'accès des citoyens au droit doit être établie, par exemple en instaurant des class actions à la française ou en créant, sur le modèle des médecins, un service public de l'avocature, aux côtés de l'avocature privée. Il s'agit plus largement de faire de la réforme de la justice l'affaire de tous, une réforme profonde de la Justice apparaît une absolue nécessité.

Par ailleurs, nous devons rompre avec le regard extérieur et « d'en haut » sur les territoires où sévit l'insécurité. Un Grenelle de la sécurité permettrait sans doute de sortir de la défiance qui existe souvent entre forces de l'ordre et populations des territoires concernés. Une approche coopérative de la sécurité passe également par une mobilisation des habitants des territoires eux-mêmes.

Un Nouveau Cap ...

## 5. DANS L'EUROPE ET VERS LE MONDE

Nous sommes entrés dans un nouveau monde. Il est marqué par de nouvelles perspectives de croissance et par une révolution numérique, mais aussi par des inégalités de développement, par les crises financière et environnementale et par un retournement économique majeur. L'avenir de la France dans cette mondialisation dépend en grande partie de l'Europe. Seule l'Europe peut mobiliser suffisamment de leviers d'innovation, de créativité, et de consistance dans le jeu des grandes puissances, pour répondre aux défis du nouveau siècle. Une Europe plus intégrée doit rassembler ses forces vives au service de la croissance et être à l'avant-garde des filières d'avenir. Cette Europe doit œuvrer pour une mondialisation maîtrisée grâce à de nouvelles régulations mondiales. Elle doit se doter d'un vrai cap commun, et préparer sa jeunesse pour ce monde nouveau. Elle doit être le partenaire privilégié de l'Afrique, et pour cela transformer sa logique d'aide en grande alliance pour l'accès de tous à l'énergie, à la formation et au développement.

**« Nous devons avancer vers une mobilisation européenne des grands leviers de développement »**

### ORIENTATIONS DE TRAVAIL

#### 17. Une Europe fédérale pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux

Au-delà d'une réforme des traités de l'Union, il est avant tout indispensable de faire de l'Europe un levier commun pour la croissance, l'innovation, la compétitivité et l'emploi. Le taux de chômage est de 6% en Allemagne, de 25% en Espagne : une stratégie européenne de retour à l'emploi est nécessaire. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée du pays est de 30% en Allemagne, de 16% en France : une stratégie européenne concrète de ré-industrialisation est urgente qui passe en partie par une taxation environnementale aux frontières de l'Europe. L'enjeu de l'harmonisation du coût du travail en Europe pose l'enjeu d'un modèle social commun, tandis que la généralisation de grands champions commerciaux et industriels européens, sur le modèle d'EADS, est urgente. Par ailleurs, les dépenses de R&D varient entre 1 et 1,5% du PIB pour l'Espagne et l'Italie, un peu plus de 2% pour la France et 2,75% pour l'Allemagne : une politique d'innovation commune permettrait de créer des pôles de compétitivité européens.

#### 18. Une nouvelle politique de coopération avec l'Afrique

Dans le jeu mondial des puissances, le sous-traitant d'aujourd'hui est le tigre économique de demain, et la grande puissance d'après-demain. L'Afrique, malgré un faible accès à l'énergie (23% des habitants) croît à un rythme accéléré (6-7% de croissance/an). La Chine y est de plus en plus présente. L'Europe a l'opportunité et le devoir de jouer un rôle majeur sur ce continent. Il lui faut agir unie et dans une approche partenariale équilibrée, fondée sur des projets concrets de développement économique et territorial.

L'Europe doit donc transformer sa logique d'aide aux pays d'Afrique en une alliance fondée sur l'accès à l'énergie (énergies renouvelables), au numérique et à la formation, ainsi que sur l'accès mutuel à de nouveaux marchés. Il serait souhaitable de l'assortir de critères de démocratisation et d'économie de marché, inspirés de ceux de Copenhague pour les pays candidats à l'UE, la démocratisation étant facilitée par l'essor économique, qu'alimentera l'accès à l'énergie.

## **19. Préparer la jeunesse européenne au monde du nouveau siècle**

L'aventure européenne n'a de sens que si elle est tournée toute entière vers la préparation de sa jeunesse au monde du nouveau siècle. Il faut aller plus loin dans la naissance d'un paysage universitaire européen, par exemple en transformant des universités pionnières en universités européennes plutôt que nationales. Il faut faire pour l'apprentissage et l'alternance ce qui a été fait avec le programme Erasmus, mixant les jeunes d'Europe. Il faut renforcer le sentiment d'identité européenne dans les générations nouvelles, par exemple en créant un service civique européen. Il faut préparer la jeunesse d'Europe aux filières d'avenir, par exemple en créant une université européenne dématérialisée de formation numérique, sachant que ce secteur a créé selon les études de 300 à 700 000 emplois en France ces quinze dernières années. Plus profondément, l'Europe doit faire confiance à sa jeunesse, par exemple en adoptant des règles communes qui favorisent sa mobilité et son accès rapide à l'emploi.

## **20. De nouvelles régulations financières et environnementales pour de nouveaux équilibres mondiaux**

L'Europe a montré lors du sommet de Copenhague (2009) qu'elle est à l'avant-garde de la régulation environnementale. Elle a également montré, au lendemain de l'éclatement de la crise économique, qu'elle est à l'avant-garde de la régulation financière. Il est à présent nécessaire de porter plus loin ce nouvel élan. L'Europe peut faire de sa propre économie et de ses propres territoires les pionniers d'une croissance durable sans perte de compétitivité, en s'inspirant par exemple du mécanisme suédois de taxe verte. Elle peut porter dans le monde le grand projet d'une Organisation Mondiale de l'Environnement. Elle peut et doit faire de ses propres places financières de nouveaux modèles de financiarisation maîtrisée et responsable.